

voir ces services coupés, nous allons voir les résultats, et c'est encore la petite entreprise qui va payer les frais.

[Traduction]

En politique, on dit que sans argent, un programme n'est qu'un voeu pieux. Dans leurs discours, les hommes politiques prennent toujours la précaution de consacrer un paragraphe à la petite entreprise, mais ce n'est qu'un rituel vide de sens. Si nous voulons vraiment l'aider, il est temps que nous prenions les moyens nécessaires. Le gouvernement a, au contraire, réduit de 13 millions de dollars un service vraiment conçu pour elle. Au lieu de se vanter d'être le défenseur de la petite entreprise, le gouvernement devrait plutôt joindre le geste à la parole parce qu'il ne l'aide pas du tout.

[Français]

Monsieur le Président, bien sûr que l'on pourrait discuter un peu de ce que l'on ferait avec la Banque fédérale de développement. Et, comme je le disais dans mon rapport, j'avais l'honneur de présider le groupe de travail du Parti libéral du Canada, en mai 1987, et nous avons proposé des choses. Dans le domaine de la capitalisation, on sait, et tout le monde est d'accord que s'il existe un secteur où la petite entreprise a des problèmes sérieux, des difficultés sérieuses, c'est dans le manque de capitalisation. Il ne faut pas seulement emprunter, parce que si on fonde un commerce seulement avec des dettes, et si on arrive à des hausses de taux d'intérêt comme on l'a vu dans le passé, et encore actuellement, cette entreprise ne pourra définitivement pas survivre. C'est une des raisons pourquoi 80 p. 100 des entreprises ne survivent pas plus de cinq ans.

Nous recommandons dans notre rapport que, justement, à la Banque fédérale de développement, il y ait un service de capital-actions, de capital propre à la petite entreprise, où la Banque pourrait acheter du capital-actions, dans des projets, des nouveaux commerces très intéressants de développement, et se retirer au moment opportun, quand l'entreprise serait capable de rembourser les prêts. Et cela aurait permis à un certain nombre de projets d'être créés, au lieu de rester sur les tablettes de différentes institutions financières. La même chose avec les prêts, et bien sûr avec la gestion-conseil, l'information et la formation, où on aurait pu développer.

• (1730)

Monsieur le Président, vous me faites signe que mon temps de parole est écoulé, mais je voulais seulement dire qu'il y a deux ou trois ans, la Banque fédérale de développement avait proposé et adopté le Programme AIM, comme on l'appelle, en anglais, ou AIDE, en français. C'était un programme informatif qui regroupait

Banque fédérale de développement

tous les services et les programmes d'aide aux entreprises fédérales et provinciales et, dans certains cas, même municipales. Au lieu d'extensionner ces programmes à toutes les régions, ils l'ont lancé, en attendant que le gouvernement aille les encourager. Mais au contraire, aujourd'hui, monsieur le Président, s'ils coupent une somme de 13 millions de dollars, le Programme AIDE sera définitivement condamné à mort.

Les Programmes CASE, d'ici six ou sept mois, ou un an, seront probablement discontinués aussi. Et tout le programme de formation, selon mes renseignements, sera aussi mis de côté.

Donc, la Banque fédérale de développement, si elle reste telle qu'elle, à moins que le gouvernement ne lui donne un autre mandat, servira seulement une petite clientèle qui s'appelle, la moyenne entreprise.

M. Geoff Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat sur la motion présentée par le député d'Okanagan—Similkameen—Merritt (Whittaker), et spécialement après le discours qu'a prononcé mon ami le député de Saint-Léonard (M. Gagliano).

Il est tout à fait opportun que nous discutions ici, à la Chambre, de la petite entreprise et de son expansion en tant qu'élément vigoureux et dynamique de chaque localité du pays.

[Traduction]

Cette année, la Banque fédérale de développement organise, en coopération avec les membres de la chambre de commerce locale, la dixième semaine annuelle de la petite entreprise. Cette semaine fournit une occasion de rendre hommage aux hommes et aux femmes infatigables qui gèrent les petites entreprises du Canada.

[Français]

Il existe beaucoup d'autres programmes auxquels participe la Banque. Citons, notamment: Le Programme des prêts aux étudiants entrepreneurs, en vertu duquel des prêts sont offerts aux jeunes entrepreneurs qui lancent des entreprises pendant les mois d'été; Un Programme spécial d'assistance sous forme de prêt à l'intention des élèves de mollusques des provinces de l'Atlantique et du Québec; le Programme de financement des comptes clients à l'exportation qui s'adresse aux petits exportateurs.

Les preuves ne manquent pas, monsieur le Président, de la vitalité de la petite entreprise au Canada.

[Traduction]

La petite entreprise est vraiment la première priorité de la Banque fédérale de développement. Nous, les ministériels, sommes d'accord, en principe, avec la mo-